

# La révolution politique des réseaux sociaux

**Facebook et Twitter sont-ils les gardiens du "politiquement correct" libéral, ou les suppôts des extrémistes de tout poil ? La question est plus que jamais posée, alors que Vladimir Poutine comme Emmanuel Macron tombent d'accord pour dénoncer leur influence politique.**

Vladimir Poutine en défenseur des « droits fondamentaux humains » ? C'était fin janvier au Forum économique de Davos, le président russe posait en champion de la démocratie face aux géants de l'Internet : ils prétendent « contrôler brutalement la société », dénonçait-il, ils sont « de facto en concurrence avec les États ». C'était une allusion revendiquée à la fermeture du compte @realDonaldTrump par Twitter, le 8 janvier. Mais sans rappel du contexte : l'invasion violente du Capitole par les partisans de Trump.

## Facebook « bâillonne les opinions chrétiennes »

Peu importe, la critique des réseaux sociaux –Twitter, Facebook ou Instagram– se répand chez les dirigeants autoritaires ou populistes. Dans la Hongrie de Viktor Orbán, la ministre de la Justice accuse Facebook de « bâillonner les opinions chrétiennes, conservatrices et de droite ». Un réseau social alternatif apparaît, avec le Premier



Des partisans de Donald Trump, le nez sur leur smartphone, les pieds au Capitole, le 6 janvier. Photo AFP/Saul LOEB

ministre parmi ses premiers abonnés. En Pologne, un journaliste proche du pouvoir lance un nouveau réseau social, Albicla, pour « briser le front idéologique qui met la pensée conservatrice sur la touche »...

Étonnant tête-à-queue de l'Histoire. Il y a peu encore, Facebook était réputé le meilleur allié des populistes. C'était en juin 2016, les partisans du Brexit emportaient la majorité au référendum après une folle campagne sur les réseaux. Et quelques mois plus tard, Donald Trump, critiqué par tous les médias classiques mais porté par une formidable mobilisation sur le net, entrait à la Maison Blanche. S'ouvrait un man-

dat ponctué par 57 000 tweets abonnés. En Pologne, un journaliste proche du pouvoir lance un nouveau réseau social, Albicla, pour « briser le front idéologique qui met la pensée conservatrice sur la touche »...

## Censeurs ou suppôts des extrémistes ?

Remontons encore le cours de l'Histoire. En 2008 est élu président des États-Unis un candidat noir, Barack Obama, en bonne partie grâce à la mobilisation de l'électorat sur les réseaux sociaux. En 2011 tombent les dictatures du Tunisien Zinedine Ben Ali ou de l'Égyptien Hosni Moubarak sous la vague des « révolutions arabes ». C'était l'époque où les réseaux sociaux étaient sa-

lués en combattants de la liberté et de la démocratie...

Cette brève histoire des réseaux en politique débouche aujourd'hui sur la confusion. Ils sont dénoncés d'un côté en censeurs du « politiquement correct », de l'autre en suppôts des extrémistes. Et partout, de Moscou à Bruxelles et Washington, se multiplient les projets visant à encadrer, sinon contrôler, l'expression politique sur les réseaux.

« Anthropologiquement, internet bouscule nos démocraties et notre vie », résumait récemment Emmanuel Macron dans un entretien à *Grand Continent*. Sur la Covid, par exemple, il met toutes les opinions à égalité, celle du virologue mondialement réputé Bruno Lina comme celle de notre voisin Bruno, qui surfe la nuit sur le net. Et dans cette foire aux opinions, il met en avant les plus fortes, qui expriment le plus d'émotion – de joie parfois, plus souvent de haine.

Dans un livre sur Twitter, "J'ai vu naître un monstre" (Les *Arènes*), Samuel Laurent cite Umberto Eco : les réseaux sociaux « ont donné le droit à la parole à des légions d'imbéciles », mais « si le web avait déjà existé, Hitler aurait eu du mal à cacher l'existence d'Auschwitz ». C'est ainsi, les réseaux changent « anthropologiquement » la politique, et nous commençons seulement d'en mesurer les conséquences.

Francis BROCHET

## REPÈRES

### ■ Vers la balkanisation d'Internet ?

Internet a été conçu comme un réseau global, mais un nombre croissant d'États revendiquent la création d'un « internet national » conforme à leurs propres valeurs. Outre le cas chinois, où l'internet global est étroitement filtré, c'est notamment le cas en Iran, en Corée du Nord et surtout en Russie. Depuis des années, Moscou s'efforce de mettre en place un « internet souverain » susceptible d'être isolé du reste du réseau mondial à tout moment. Un test se serait déroulé fin 2019.

### ■ L'imagination contre la censure

La censure est-elle une arme efficace pour faire taire ses opposants sur les réseaux sociaux ? Dans une certaine mesure, oui, mais à voir les trésors d'inventivité déployés par les internautes chinois, ce n'est pas une arme absolue. En Chine, les internautes critiques du régime sont passés maîtres dans l'art de contourner les filtres du gouvernement, utilisant un mélange d'abréviations, de références ou de jeux de mots incompréhensibles pour le profane.